

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 02/08/2024  
Reçu en préfecture le 02/08/2024  
Publié le  
ID : 030-213000409-20240729-2907245-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

**SEANCE DU 29 JUILLET 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf juillet à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 9

Nombre de Conseillers présents : 7

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 22/07/2024

**Présents :** Marc WELLER, André BARRAL, Michel GRAZIOLI, Caroline SERRES, Valentin ROBA, Merel VAN DER BLIEK, Florent STEINMETZ.

**Absents :** Fabrice GATY, Vincent LHOMME.

**Procuration :** Vincent LHOMME donne procuration à Michel GRAZIOLI.

A été nommé secrétaire de séance : Caroline SERRES.

**OBJET : Demande de subvention Association des parents d'élèves d'Alzon.**

Monsieur le Maire fait lecture du courriel de l'association des parents d'élèves d'Alzon en date 16/05/2024, demandant une subvention annuelle 2024.

La commune de Blandas verse annuellement à la commune de Montdardier 10836€ (année scolaire 2022/2023) quelque soit le nombre d'enfants.

L'inscription à l'école d'Alzon entraine un surcout pour la commune de 7019.06€ (année scolaire 2023/2024).

Il nous semble que les parents qui ont choisi d'inscrire leurs enfants à l'école d'Alzon peuvent contribuer à l'association des parents d'élèves d'Alzon.

Après délibération et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide, pour l'année 2024 de ne pas verser de subvention.

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.  
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)